NEW ACQUISITIONS & HIGHLIGHTS

January 2006

A - REFERENCE BOOKS

Docno : 8369
CallNo : 06AB001

Docno : 8472
CallNo : 05AKS002

Docno : 8479
Chambers paperback thesaurus.- Edinburgh : Chambers Harrap Publishers, 2003.- Various pagings
CallNo : 05AKS001

Docno : 8542
CallNo : 05AF007 V1

B - LAW IN GENERAL

Docno : 8234
CallNo : 05BD016

Docno : 8235
CallNo : 05BB002

Docno : 8239
CallNo : 05BB003 V1

Docno : 8240
CallNo : 05BB003 V2

Docno : 8327
CallNo : 05BD017

Docno : 8357
Interpreters and the legal process / COLIN, Joan; MORRIS, Ruth.- Winchester : Waterside Press, 2001.- ix, 191 P.
CallNo : 05BD018

Docno : 8389
CallNo : 05BD021

Docno : 8466
CallNo : 05BA002
Docno : 8488
CallNo : 05BA001

Docno : 8533
CallNo : 05BD020

C - INTERNATIONAL LAW

Docno : 7944
L'influence du droit européen sur le droit de l'exécution des peines / CERE, Jean-Paul
In : Revue pénitentiaire et de droit pénal, no. 2, juin 2005 : pp. 263-276
CallNo : P-RPDP

Docno : 8223
CallNo : 04CC006 V11

Docno : 8416
International law : collected papers : volume 5 : disputes, war and neutrality : parts IX-XIV.- Cambridge : Cambridge University Press, 2004
CallNo : 05CC008 V5

Docno : 8443
CallNo : 05CA005

E - INTERNATIONAL CRIMINAL LAW

Docno : 8387
CallNo : 05EC005

Docno : 8547
CallNo : 05HC013

F - INTERNATIONAL CRIMINAL TRIBUNAL FOR RWANDA

Docno : 8630
CallNo : 06FB001

Docno : 8655
CallNo : 06FB002

H - INTERNATIONAL COURTS

Docno : 8386
CallNo : 05HB005

Docno : 8635
CallNo : 06HC001

Docno : 8678
The international criminal court / CIAMPI, Annalisa
CallNo : P-LPIC

K - MUNICIPAL LAW AND COMPARATIVE LAW

Docno : 8205
CallNo : 05KC006

L - PUBLIC LAW

Docno : 8258
CallNo : 05LB001
Docno : 8208
CallNo : 05ME022

Docno : 8241
CallNo : 05ME037

Docno : 8242
CallNo : 05RC013

Docno : 8268
CallNo : 05MD006

Docno : 8370
CallNo : 05MD004

Docno : 8451
CallNo : 05ME038

Docno : 88437
CallNo : 05NC002

Docno : 8455
CallNo : 05NA001

Docno : 8640
CallNo : 05NB006

Docno : 8659
Responsibility of command : a poisoned chalice? / GARRAWAY, Charles H. B.
CallNo : 05NB006

Docno : 8398
CallNo : 05PB015

Docno : 8549
CallNo : 05QB012

Docno : 8270
CallNo : 05RC015

Docno : 8293
CallNo : 05RC017 A1
Docno : 8294
CallNo : 05RC017 A2

Docno : 8391
CallNo : 05RC016

S - WAR CRIMES AND GENOCIDE
Docno : 8207
CallNo : 05SB009

Docno : 8375
CallNo : 05SB011

Docno : 8517
CallNo : 05SB012

U - RWANDA, GREAT LAKES REGION AND OTHER COUNTRIES
Docno : 8399
CallNo : 05UA041

Docno : 8632
CallNo : 06UA005

Docno : 8675
Humanitarian coercion : assessing the strategic role of non-state actors in the Kosovo war / ROACH, Steven C. In : The International Journal of Human Rights, vol. 9, No. 4, December 2005 : pp. 435-448
CallNo : P-IJHR

Docno : 8677
CallNo : P-JRS

V - UNITED NATIONS AND OTHER INTERNATIONAL ORGANIZATIONS
Docno : 8654
CallNo : 06VB001

Y - OTHER SUBJECTS
Docno : 8253
CallNo : 05Y052

Docno : 8255
CallNo : 05Y051

Docno : 8269
CallNo : 05Y056

Docno : 8328
CallNo : 05Y055
NEW BOOKS

Karim Khan and Rodney Dixon

Publication Date: 15/12/2005  
Call number: 06HC001, ISBN: 0421906200

This major text is a high-level practice guide for international criminal practitioners. It provides comprehensive guidance to the crimes, defences, procedures, rules of evidence, and jurisprudence of the International Criminal Tribunals for Yugoslavia and Rwanda and the permanent International Criminal Court. The United Nations’ Courts for East Timor and Sierra Leone and two new courts of Iraq and Cambodia are also referenced. This second edition incorporates changes in all parts of the text, reflecting the rapid evolution of international criminal law, the foundation of new courts and the wealth of new case law.  
* A comprehensive “nuts and bolts” manual on the procedure of the International Criminal Court and the Tribunals  
* Shows practitioners how to prepare cases and directly participate in these trial proceedings  
* Contains chapters on how to manage specific offences, such as crimes against humanity, genocide, etc  
* Includes a wealth of recent case law from the ICTY, ICTR, East Timor, Sierra Leone and national Tribunals and also preliminary decisions of the ICC  
* Covers the new Sierra Leone rules  
* Deals with the new courts for Iraq and Cambodia as well as the Bosnian National Court for War crimes launched in 2005
Accountability for International Humanitarian Law Violations: The Case of Rwanda and East Timor

Othman, Mohamed Chande

2005, XIV, 384 p., Hardcover
ISBN: 3-540-26081-1
Call number 05HC013

The book is a critical review of accountability conducted under the authority of the United Nations Security Council, by the International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR), and the United Nations Transitional Administration in East Timor (UNTAET). It is centred on two case studies: the 1999 events in Rwanda, which constituted genocide, “the crime of crimes”, and the 1999 mayhem in East Timor. The book subjects to testing cross-examination tools to hold accountable persons with “the greatest responsibility” for serious international humanitarian law violations.

A detailed expose is made of conspiracy to commit genocide. Comparison is also made whether joint criminal enterprise, and the forms of co-perpetration embodied in the Statute of the International Criminal Court provide effective alternatives in the case of atrocity crimes. A unique aspect of the book is its highlight of lessons learned in prosecution strategies; approaches in profiling perpetrators, particularly those with the highest level of responsibility for international humanitarian law violations; victor’s justice; superior responsibility; guilty pleas, and the effectiveness of the East Timor and the Indonesian Ad Hoc Human Rights Court processes. In the final analysis, the book offers a Matrix on Accountability.

Criminal tribunals, international organizations (United Nations), government policy makers, diplomatic community, NGO’s, libraries (law and politics)

L’horreur qui nous prend au visage : L’État français et le génocide au Rwanda


Call number 06UA005

Le 10 mai 1994, un mois après le début du génocide d’environ un million de Tutsi rwandais, le président François Mitterrand cherchait déjà, dans une intervention solennelle sur TF1 et France 2, à en exonérer la France : « Nous n’avons pas envoyé une armée pour combattre, nous n’étions pas là - bas pour faire la guerre. Nous ne sommes pas destinés à faire la guerre partout, même lorsque c’est l’horreur qui nous prend au visage. » Le présent rapport montrera d’abondance le déni de réalité contenu dans ce propos : au Rwanda, nos dirigeants n’ont pas cessé de « faire la guerre » avant, pendant et après le génocide, alors que nul destin ne les y astreignait - « une vraie guerre, totale et très cruelle » a même déclaré le général Quesnot, chef d’état-major de Mitterrand. Mais une chose au moins est juste dans la vaticination présidentielle : l’ampleur des complicités françaises au côté des concepteurs et organisateurs du génocide est telle que, depuis, « l’horreur nous prend au visage ». Et elle prendra indistinctement au visage tous les Français, tant qu’il n’aura pas été possible, pour les rescapés, les parents des victimes, tous les êtres humains que le génocide de 1994 a bouleversés, de percevoir à la fois la réalité de ces complicités et les ruses par lesquelles un petit nombre de décideurs hexagonaux ont entraîné la France dans ce qui constitue l’une des pires ignominies de
Dès 1994, certaines de ces complicités avaient été exposées et dénoncées. Le dossier n’a ensuite cessé de s’étoffer de quantité d’articles, rapports, ouvrages, documentaires télévisés, en France et surtout à l’étranger. Car aussitôt s’est abattue chez nous la chape de la négation : le cercle des responsables de l’engagement français dans le camp génocidaire a su convaincre la quasi-totalité des décideurs civils et militaires d’une nécessaire solidarité dans le déni. En 1998, pour le centenaire du J’accuse de Zola, une série de quatre articles de Patrick de Saint-Exupéry dans Le Figaro a brisé le silence médiatique et apporté de nouveaux éléments, provoquant la création d’une Mission d’information parlementaire. Au sein de cette Mission, une minorité de députés curieux et de bonne volonté, parfois isolés, a contribué à épaisser le dossier. Mais son président, l’ancien ministre de la Défense Paul Quilès, a conclu au rejet de toute complicité, en dépit des preuves contenues dans le rapport lui-même. Il a seulement admis une « erreur ».

Les historiens le savent, la mémoire d’un génocide résiste fortement à la négation. Un an avant le dixième anniversaire du génocide des Tutsi, des associations et citoyens français ont résolu de reprendre le dossier des complicités françaises là où les députés l’avaient laissé, réagissant ainsi à une défaillance de nos institutions démocratiques. Puisqu’il est permis au citoyen d’une commune de porter plainte au lieu du maire quand celui-ci ne dénonce pas un détournement de l’argent municipal, il doit bien être possible à des citoyens français de s’inquiéter d’une présomption de crimes infiniment plus graves.

C’est ainsi qu’est né le projet d’une « Commission d’enquête citoyenne sur le rôle de la France durant le génocide des Tutsi au Rwanda en 1994 » (CEC), qui tiendrait cinq jours de session plénière du 22 au 26 mars 2004.

Quatre associations ont porté ce projet : l’Association internationale de recherche sur les crimes contre l’humanité et les génocides (Aircrige), la Cimade, l’Observatoire des transferts d’armement et Survie. S’y sont joints des juristes, historiens, témoins et militants.

La préparation a été difficile, tant à cause de la faiblesse des moyens financiers obtenus (investir dans la recherche de vérités déplaisantes n’est pas un geste courant) que de la pression ressentie par certains témoins potentiels, ou de l’autocensure de nombreux autres. La CEC a pu cependant envoyer Georges Kapler recueillir durant un mois des témoignages au Rwanda - une mission difficile et réussie. Et la sortie en mars 2004 de l’ouvrage de Patrick de Saint-Exupéry, L’inavouable, a créé un effet de synergie, amenant des éléments nouveaux jusqu’au dernier jour de session de la CEC.

Le programme des séances publiques a été réparti en six thèmes : présomptions de complicités militaires ; financières ; diplomatiques ; rôle des médias et présomptions de complicités idéologiques ; opération Turquoise ; hiérarchie des responsabilités. Chaque thème a fait l’objet d’un rapport préalable, apportant à la CEC les éléments disponibles (documents, études, retranscriptions de propos antérieurs). La Commission a entendu le rapporteur, discuté son rapport et les pièces proposées, tout en auditionnant des experts et témoins.

Les témoignages de Rwandais ont été visionnés en fin de journée. Faute de pouvoir se déplacer fin mars à Paris, l’historienne Alison des Forges, auteur du rapport de référence sur le génocide (Aucun témoin ne doit survivre, Karthala, 1999), a accepté de s’exprimer dans un long témoignage filmé.

La Commission a essayé d’entendre les tenants de la thèse officielle de la non-complicité. Elle a invité quasiment tous les acteurs français majeurs de la relation franco-rwandaise à cette époque. Elle n’a obtenu, pratiquement, que des nonrèponces ou des refus. Cela peut se comprendre. Seule la justice pourra exiger des explications de ceux, parmi ces acteurs, qui se sont apparemment rendus complices de faits aussi graves.

Le présent rapport est une retranscription presque intégrale des cinq journées de session de la CEC - qui ont par ailleurs été filmées. Le lecteur pourra donc suivre dans son déroulement cette « enquête publique » d’une semaine. Elle a été vécue par les participants comme un moment intense, un combat singulier entre la recherche de la vérité et sa négation : oui, pendant cinq jours, « l’horreur nous a pris au visage ». Les membres de la CEC étaient déjà informés sur le sujet, mais ce qu’ils ont découvert ou entrevu a relevé parfois de l’inimaginable : l’indifférence au génocide de hauts responsables français a conduit à accepter et même promouvoir l’instrumentalisation de milices déshumanisées au service d’une guerre totale “racialisée”- sur la base, semble-t-il, d’une doctrine militaire directement héritée des guerres d’Indochine et d’Algérie.

Du coup, la Commission ne s’est pas contentée de délivrer des conclusions provisoires. Elle a décidé de poursuivre sa collecte et sa recherche d’informations, tout en travaillant sur de possibles incriminations judiciaires. Le dernier mot n’est pas dit sur l’implication française dans le génocide des Tutsi. Il faut que les Français se préparent à l’idée que leur pays n’a pas agi comme on veut le leur faire croire.
The study of human rights challenges the boundaries between forms of knowledge and the various academic disciplines upon which it draws. In particular, thinking through the intellectual challenge that human rights presents demands that we combine the contribution of law - arguably its parent discipline - with the critical insights that have emerged from, for example, sociology, anthropology and political philosophy, amongst others. These ‘perspectives’ interpret and deploy differently various contemporary engagements, issues, discourses, and dilemmas of human rights. They focus on a variety of aspects, including the historical, economic, social and political contexts for the emergence of ideas about human rights and their various manifestations, and exist in a potentially fruitful tension with one another, each pointing up the limits of another.

By evaluating these various disciplinary contributions and the limits that each of these perspectives entails, the conference aims to generate discussion around two key issues: (a) the place of the study of human rights in contemporary scholarship, and the importance to that study of a multidisciplinary or interdisciplinary engagement, and (b) the value or pay-off for understanding and furthering the agenda on human rights and the mechanisms of enforcement and control that might be generated by combining the diversity of disciplinary knowledge about human rights. The conference aims to further the latter agenda by applying, simultaneously, different fields of knowledge and understanding to substantive areas of concern such as poverty and genocide.

The organisers seek contributions from anthropology, government and politics, international relations, law, philosophy, sociology, international social policy and other disciplines and fields in the social sciences with a view to stimulating debate on the interdisciplinary study of human rights.

For additional information: click here

**HINT OF THE MONTH**

*Did you know that...*

*Encyclopedia Britannica* is available online. Just visit [http://search.eb.com/](http://search.eb.com/)

ICTR staff members do not need a password, when logging in from the office.

To reserve a book, make a research or obtain a copy of an article, contact the ICTR Library at:
ext. 5255 (from ICTR offices) or +255 27 2565255. e-mail: ictrlib@un.org